

Rassemblement populaire de rentrée

Jeudi 5 septembre 2024

Salle des Fêtes de Caucriauville

**Allocution de Jean-Paul LECOQ
Député**

Mesdames, Messieurs,

Chers amis,

Chers camarades,

En raison du caractère très particulier - c'est le moins que l'on puisse dire - de la période que nous vivons, je vais y revenir, il m'a semblé important d'organiser ce rassemblement populaire en cette rentrée.

Un temps de rencontre pour pouvoir vous rendre compte des premiers pas de ce mandat législatif.

Et partager avec vous les grands sujets de mobilisation que je compte bien porter dans les jours, semaines et mois à venir.

Mais également, un espace supplémentaire pour nous retrouver et échanger ensemble, et de vous permettre d'échanger entre vous aussi, sur ce qui constitue à l'évidence un palier supplémentaire franchi depuis le mois de juillet, dans la crise démocratique dans laquelle le pays s'enfonce.

Parce que les aspirations d'une large partie des Français sont toujours ignorées.

Malgré les élections et l'expression du suffrage universel.

C'est pourquoi ce rassemblement, c'est avant tout un appel pour le respect des exigences populaires.

- **Des exigences populaires** pour rétablir la justice sociale et fiscale dans notre pays ;
- **Des exigences populaires** pour la redistribution réelle des richesses produites par tous mais confisquées par les plus riches, avec la complicité des gouvernements successifs Philippe - Castex - Borne - Attal ;
- **Des exigences populaires** pour disposer d'un pouvoir d'achat permettant à chacun de pouvoir vivre décemment, et d'éradiquer la pauvreté ;
- **Des exigences populaires** pour redonner du pouvoir aux salariés et rééquilibrer les rapports de force dans le monde du travail, dans l'économie ;

- **Des exigences populaires** pour restaurer des services publics à la hauteur des besoins, dans la santé, l'éducation, le logement, la protection de l'enfance, la justice ;

Des exigences populaires qui ont comme point commun de vouloir en finir avec les politiques d'Emmanuel Macron.

Des politiques qui abiment les gens, divisent la société et font monter la seule extrême qui met réellement en danger la République et le Vivre-ensemble : l'extrême-droite !

★★

Ces exigences populaires ne cessent de s'exprimer depuis 10 ans dans les mouvements sociaux et citoyens, avec comme point culminant la mobilisation contre la réforme de recul des retraites.

Ces exigences populaires ne cessent de s'exprimer dans les urnes aussi, sous des formes diverses, et pour une partie dévoyée par le Rassemblement National qui a compris que pour accéder au pouvoir il fallait s'en servir pour mieux ensuite les desservir.

Des exigences populaires ignorées, méprisées, balayées d'un revers de la main à chaque fois par un Président qui prétend avoir toujours raison, seul.

Des exigences populaires qui après avoir été portées, construites, encouragées, défendues par les différentes familles politiques composant la Gauche, aux côtés des organisations syndicales et citoyennes, souvent main dans la main, ont permis la création du nouveau Front Populaire et la constitution d'un programme commun de rupture.

- **C'est cette coalition du progrès social, de la justice sociale et des droits retrouvés qui est arrivée en tête des élections.**
- **C'est cette coalition du progrès social, de la justice sociale et des droits retrouvés qui devrait aujourd'hui gouverner.**
- **C'est cette coalition du progrès social, de la justice sociale et des droits retrouvés qui en est empêchée par le seul pouvoir présidentiel.**

Un Président soutenu de toutes leurs forces, par toutes les droites réunies, complices pour l'occasion, et des syndicats d'intérêts des plus riches, Médef en tête.

Leur refrain date de 36, on le connaît trop bien : Mieux vaudrait Hitler que le Front Populaire !

Il faut dire qu'après toutes ces années

- où les fortunes se sont amassées,
- où les profits ont été détournés de ceux qui les produisent,
- où les patrimoines ont été accaparés,
- alors même que la pauvreté et la précarité ont explosé,
- alors même que le pouvoir d'achat a reculé pour la grande majorité,
- alors même que les services publics ont été sapés,

si beaucoup ont gagné dans un changement de politique, certains ont aussi beaucoup à perdre !

Nous nous heurtons par conséquent au réflexe habituel de la cupidité de ceux qui ne veulent rien partager et tout dominer.

Et aux excès, pas seulement de langage, que ceux qui détiennent les fortunes, et que ceux qui servent ceux qui détiennent les fortunes, propagent à longueur de journées, grâce aux médias qu'ils ont achetés.

Vous avez je pense notamment en tête, cette sortie d'une indécence incommensurable du Pdg de TOTAL.

Celui-ci encaisse plus de 10 Millions d'euros de rémunération - soit le montant du SMIC chaque heure, même la nuit quand il dort - après s'être augmenté de 23% puis de 10% sur deux ans.

Mais celui-ci qui met en garde contre une augmentation du salaire minimum de 14%...

Il faut vous dire, Messieurs dames, comme le chantait Brel, que chez ces gens-là, on ne pense pas, non, on ne pense pas aux autres, on compte...

Au secours la Gauche revient ! Touches-pas à poste, touches-pas à mes profits !

Mais de quoi parlons-nous au juste ?

- **D'une hausse bien modeste du SMIC**, simplement pour le remettre à niveau, et à un niveau où il est déjà dans des entreprises qui pourtant ne boient pas pour autant ;
- **D'un retour à un âge de départ en retraite humainement soutenable**, conforme à ce que l'évolution de la société impose pour pouvoir vivre en bonne santé après quatre décennies de travail ;
- **De la taxation de superprofits** qui sont autant de détournements de fonds publics, parce qu'ils sont permis et encouragés par des décisions politiques, et par l'apport d'une partie du budget de la Nation ;
- **De mettre fin au scandale des hôpitaux et des Ehpad**, à l'affaiblissement de la Sécu, à la crise du logement ;

- **De réinvestir dans l'école de la République** en instaurant des classes de 19 élèves maximum jusqu'à fin du lycée, et d'en finir avec le tri social à l'entrée des études supérieures... voir même dès la fin du CM2 si l'on retient ce que le Rassemblement National préconise...

Ce sont ces décisions salutaires qui bénéficieraient immédiatement à l'immense majorité des Français que les droites, extrême-droite incluse, veulent nous priver.

Et on sait bien pourquoi :

A 3 ans de la prochaine Présidentielle, laisser la Gauche démontrer par ses politiques ce dont elle est capable pour redonner le sourire et de l'air aux Français, risquerait de les priver de leur sacro-saint pouvoir... et pour un bon moment !

Alors ils s'y accrochent à ce pouvoir suprême, tels des mollusques à leur rocher, parce qu'ils entendent au contraire continuer de servir les mêmes intérêts privés, des intérêts particuliers, au détriment toujours et encore de l'intérêt général.

Et lorsque l'un eux est grillé pour continuer à servir le business - parce que c'est bien de cela dont il s'agit -, comme l'est à l'évidence Emmanuel Macron, et pas seulement parce que la Constitution ne lui permet pas de se représenter, d'autres pointent le bout de leur nez pour prendre le relai...

Non mais franchement, dans les crises que nous subissons, comment peut-on croire qu'Edouard Philippe serait la solution anti-crise à des crises qu'il a largement contribué à créer ou à alimenter, notamment lorsqu'il était le premier ministre zélé d'Emmanuel Macron.

Il semble avoir tout oublié...

- La baisse brutale des APL... c'est qui ?
- La hausse de la CSG et la suppression de l'impôt sur la fortune, ses premières mesures... c'est qui ?
- Puis la loi ELAN sur le logement qui a débouché sur la plus grave crise du logement dans notre pays depuis la Libération... c'est qui ?
- Le refus d'agir sur les premières hausses fortes des prix, notamment des carburants, qui a débouché sur le mouvement des Gilets jaunes... c'est qui ?
- Les ordonnances d'attaque contre le Code du Travail, la fin des CHSCT de plein exercice dans les entreprises et les collectivités... c'est qui ?
- Ou encore l'aggravation de la situation des hôpitaux et des EHPAD... c'est lui !
- La baisse de la Sécurité Sociale, j'en passe...

Et encore, s'il était resté à Matignon, c'est la retraite à 67 ans qu'il nous aurait fabriqué... Tout cela, on n'en peut plus, on n'en veut plus !

**

Depuis plus de 20 ans, à des degrés divers, les présidents et gouvernements successifs ont fait le choix délibéré de conduire des politiques Libérales, au nom de l'intérêt des riches et des marchés.

Pour le reste de la population, ces politiques ont conduit :

- à une baisse du pouvoir d'achat et des conditions de vie,
- à une explosion de la précarité et de la pauvreté,
- à un recul sans précédent des protections individuelles et collectives,
- à un véritable massacre de nos services publics.

De l'énergie à la santé, de la Sécurité Sociale à l'Education, en passant par le logement ou le Code du travail, tout ce qui faisait la force collective de notre pays, le ciment de notre République sociale, a été attaqué, affaibli, rongé jusqu'à l'os pour prendre l'exemple de l'hôpital.

Et tout ceci dans une période de notre histoire où l'urgence climatique, les urgences écologiques, imposaient au contraire des politiques et décisions publiques fortes.

A la hauteur des menaces que nous affrontons.

**

Pour asseoir son pouvoir dans la durée, Emmanuel Macron a utilisé l'épouvantail de l'extrême-droite qu'il n'a cessé de faire grandir du fait de ses politiques.

Parce que face à ce que représente et porte l'extrême-droite, face au danger si elle accédait au pouvoir, le réflexe Républicain du plus grand nombre consiste à faire barrage.

Et quand bien le barrage s'avèrerait insuffisant, et qu'elle remporterait les élections, les intérêts des plus riches seraient de toute façon préservés.

Nous l'avons constaté à l'Assemblée ces dernières années, et cela a été confirmé de manière évidente durant la dernière campagne électorale, le Rassemblement National n'a aucune intention de mettre en œuvre des politiques hostiles aux nantis pour servir le peuple.

Acculé par son bilan désastreux, sanctionné par les électeurs aux Législatives il y a deux ans, puis lourdement aux Européennes, Emmanuel Macron a fait le pari de la dissolution.

Pour se redonner une majorité ou, à défaut, pour se refaire une virginité dans le cadre d'une cohabitation avec le RN.

Vous les avez entendus pendant la campagne les Philippe, Wauquiez, Attal et compagnie annoncer qu'ils feraient voter une motion de censure si Bardella accédait à Matignon ? Moi non...

Mais c'était sans compter sur la capacité des forces de Gauche à se retrouver et à s'unir pour offrir une autre perspective à la Nation.

Cette capacité de la Gauche à s'engueuler parfois, puis à se rassembler autour d'un socle commun fondamental, a toujours été et restera toujours une condition essentielle pour améliorer la vie, améliorer la société.

Malgré le rouleau compresseur de certains médias et des sondeurs, malgré un temps de campagne très court, le nouveau Front Populaire est sorti en tête des élections, déjouant tous les pronostics.

A partir d'un programme de rupture capable, rapidement, d'inverser les politiques publiques par un retour de la redistribution des richesses et de la justice sociale et fiscale.

En toute logique, et comme cela s'est toujours pratiqué en démocratie, depuis juillet, nous devrions disposer d'un gouvernement de nouveau Front Populaire.

C'est à lui de trouver des accords au Parlement dans des domaines prioritaires conformes aux attentes des Français : pour le pouvoir d'achat, les salaires, l'abrogation de la réforme des retraites, les services publics, la santé, le logement.

Et c'est à lui qu'il appartient de mettre en œuvre les mesures de notre programme qui peuvent être prises par voie réglementaire.

Depuis juillet Emmanuel Macron est de fait en situation en cohabitation, ne lui en déplaise.

La cohabitation, c'est le partage du pouvoir imposé par le résultat des élections.

Or, passée une période mise à profit sous couvert des J.O. pour signer en douce un nouveau cortège de mesures anti-sociales,

Emmanuel Macron vient de nommer un 1^{er} Ministre Macron-compatible pour préserver sa propre ligne politique de droite.

Un 1^{er} Ministre complice.

Un 1^{er} Ministre compatible aussi avec les diktats de l'extrême-droite qu'il a remis au centre du jeu après sa défaite aux Législatives.

Evidemment que cela constitue un déni démocratique, les observateurs du monde entier l'ont bien noté.

Evidemment que cela ne fait que renforcer la crise démocratique et servir les intérêts de l'extrême-droite qui compte les points en attendant son heure.

Mais le pire serait que cet entêtement présidentiel vienne alimenter une forme de résignation, de fatalisme, de découragement.

C'est en cela qu'il nous faut rester mobilisés, partout et par tous les moyens offerts par la démocratie.

C'est pour cela que la Gauche et le mouvement social doivent rester unis.

Parce que c'est par la Gauche et à partir des valeurs et des politiques que nous portons que se trouvent la réponse aux crises.

En quelques semaines, je suis convaincu que les premières mesures prises seraient de nature à redonner de la confiance et de l'unité au peuple de France.
Et à conférer au gouvernement une popularité qui deviendrait dangereuse à la fois pour les Macronistes et pour l'extrême-droite.

C'est d'ailleurs bien pour éviter ces preuves par l'image, par l'action, par le concret, qu'Emmanuel Macron ferme la porte de Matignon au nouveau Front Populaire :

- cherchant encore et encore à faire illusion,
- cherchant encore et encore à faire confusion,
- cherchant encore et encore à faire diversion,

C'est pourtant le programme du Front Populaire, et notamment les mesures d'urgence qu'il comporte, qui doit être débattu au Parlement.

Qui dit que le contenu d'un budget de Front Populaire serait censuré ?

Et quand bien même il le serait, on gagnerait au moins en clarté sur les positions des uns et des autres, s'agissant d'œuvrer pour le pouvoir d'achat, les retraites, la justice sociale et fiscale, les salaires ou les services publics.

Les abus de prérogatives constitutionnelles du Président Macron sont devenus une habitude mais jamais nous nous y résoudrons.

Le désordre, c'est lui !

Il y en a assez de se faire voler le résultat des élections.

Le mouvement populaire ne doit pas faiblir, il doit se faire entendre et accompagner tous les acteurs du nouveau Front Populaire pour imposer des lendemains meilleurs par l'exercice du pouvoir.

C'est devenu une question de salut public !

Les Français aspirent au bonheur retrouvé et à la paix.

Nous l'avons tous heureusement constaté lors des Jeux Olympiques cet été.

A l'opposé de ce que le Rassemblement National prêche :

- ce n'est ni dans la haine et le rejet de l'autre,
- ni dans le « déclinisme » consistant à rabâcher que c'était forcément mieux avant,
- ni dans les peurs sans cesse agitées,

que peuvent se trouver les réponses pour construire une société plus heureuse et apaisée.

La peur n'évite jamais les dangers, mais elle les entretient !

A bien des égards, cet été tout le peuple s'est retrouvé dans une ferveur, une unité ressuscitée et une fierté affirmée. Et cela fait du bien !

C'est une nouvelle fois la preuve que ce qui fait la nation, ce qui fait société, c'est la faculté à s'unir, au-delà de nos différences, fort de nos différences justement, pour agir et interagir dans un même mouvement.

La France est rebelle, insolente face aux pouvoirs, multiculturelle, revendicative et progressiste.

C'est comme cela qu'elle gagne. Sinon elle perd et chacun de nous avec.

Faisons en sorte que tout cet héritage des J.O. puisse nous aider à maintenir le cap.

Un cap vers des lendemains meilleurs.

Et non à retomber dans les divisions de la peur et de la rancœur qui ne conduisent qu'aux tensions et aux privations.

Ces lendemains meilleurs, nous ne les trouveront que par des politiques de progrès.

**

Je ne veux pas être trop long parce que l'important c'est de pouvoir échanger.

Mais tout de même, je souhaite évoquer quelques initiatives.

Nathalie a parlé tout à l'heure du nouveau cycle de réunions d'échanges et de mobilisation, sur différents thèmes, dans chacune des communes de la circonscription, qui est en cours de construction pour la fin de cette année et tout le début de 2025.

En même temps que je continuerais bien entendu, comme je le fais depuis 2017, à associer habitants et forces vives, à mon activité parlementaire.

Et à rendre compte de cette action.

**

Parmi les sujets prioritaires, celui de l'hôpital et des EHPAD.

Dans le prolongement des prises de position nationale, des propositions de loi et amendements, et des votes à l'Assemblée, je continuerai à plaider en faveur de la transformation du **Centre Hospitalier du Havre en Centre Hospitalier Universitaire**.

C'est quand même extraordinaire que dans ce projet, je ne dispose pas du soutien du Maire du Havre, président du Conseil de surveillance de l'hôpital, ni de l'autre député du Havre, ex-ministre éphémère de la santé.

Et je continue bien sûr mes démarches aux côtés des salariés et du Comité de défense qui s'est constitué, **contre le plan social qui frappe les EHPAD publics du Havre**.

C'est quand même extraordinaire que dans ce combat, je ne dispose pas du soutien du Maire du Havre, président du Conseil de surveillance de l'hôpital, ni de l'autre député du Havre, ex-ministre éphémère de la santé.

**

Concernant la rentrée scolaire, je demeure comme d'habitude à disposition des parents d'élèves, de la communauté éducative, pour intervenir sur les situations qui nécessitent d'être corrigées :

Classes surchargées, absence d'enseignants, absence d'AESH pour accompagner les élèves en situation de handicap.

Et pour réaffirmer, il faut sans cesse le faire, la place Havraise dans les filières d'enseignement supérieur.

**

Sur le front économique, avec ma camarade sénatrice Céline Brulin, nous restons mobilisés aux côtés des travailleurs d'ExxonMobil et de leurs organisations syndicales face au massacre de l'emploi décrété par cette multinationale.

Elle a déposé de manière unilatérale un plan de licenciement auprès des services de l'Etat, dont le cynisme en dit long sur le peu de cas qu'elle fait de ses salariés.

Je continuerai de militer pour l'organisation à l'échelle de l'agglomération d'un pilotage collectif et en toute transparence de la transition écologique dans nos industries, associant les représentants des salariés, les élus locaux, les associations, les riverains.

Et bien entendu à défendre notre port, ses travailleurs, ses acteurs - dès lors qu'ils respectent ces mêmes travailleurs -, et ses filières.

Je pense notamment à celle de la déconstruction navale, avec un clin d'œil au passage pour les ex-travailleurs des ACH dont une exposition à la maison des syndicats à Franklin retrace la lutte exemplaire.

Elle nous enseigne aussi sur ce qui fut l'un des plus grands gâchis industriels national et local.

Mais je pense aussi à la filière des navires à voile.

Les ACH avaient créé, grâce au savoir-faire de ses ingénieurs et de ses travailleurs, les premiers paquebots à voile, c'étaient des visionnaires.

Des décennies plus tard, la société TOWT installée à Vauban œuvre pour le développement d'une flotte de voiliers-cargos. Je suis à ses côtés.

★★

A l'Assemblée, je continuerai de siéger à la Commission des Affaires Etrangères au sein de laquelle j'ai été élu secrétaire.

Les droits fondamentaux des êtres humains sont bafoués dans nombre de pays à travers le monde.

Le droit international, seul outil pour obtenir et garantir la paix, est ignoré, contourné, piétiné y compris par des pays qui composent le Conseil de sécurité de l'ONU censé le garantir...

La Russie, la Chine, les Etats-Unis, le Royaume-Uni mais aussi la France !

Quand on a des droits aussi puissants, le droit de veto en l'occurrence, on a des DEVOIRS. Et en premier, celui d'être exemplaire.

Ce n'est pas le cas.

A l'image d'Emmanuel Macron, encore lui, qui en plein été et J.O. décide royalement d'ignorer le droit à l'autodétermination du peuple Sahraoui, dont le territoire est occupé illégalement par le Maroc, pour reconnaître la marocanité de ce même territoire.

Le Président de la République Française, nation des lumières et des droits de l'Homme, vient ainsi de légitimer une occupation et l'asservissement d'un peuple par un autre pays.

Au Proche-Orient, oubliée la position ferme et historique de la France, depuis la Libération, de De Gaulle à Chirac, en passant par Mitterrand, il continue d'armer Israël tout en condamnant les massacres que son gouvernement et ses colons d'extrême-droite perpétuent à Gaza et en Cisjordanie.

Il soutient en façade la solution à 2 états mais refuse de reconnaître l'Etat Palestinien, « pas le bon moment » martèle-t-il sans cesse, ce qui au passage serait le meilleur des remèdes contre l'extrémisme et le fanatisme qu'il condamne par ailleurs...

Palestine, Liban, Ukraine, RDC, Afghanistan, Soudan, Haïti, la guerre gagne, les peuples perdent, l'humanité régresse. La peur progresse. La haine avec.

Et je n'oublie pas dans cette triste et inquiétante énumération, la Kanaky et Mayotte toujours aux prises avec le colonialisme et ses abus.

Il y a tant à faire, il ne faut pas baisser les bras.

Mais au contraire agir pour que la France retrouve ici aussi le chemin de ses valeurs et de son honneur.

Ceux d'une Nation au service de la Paix et du Droit International, de l'humanité tout simplement.

**

Il y aurait encore beaucoup à dire mais je préfère arrêter là pour nous permettre d'échanger directement.

Cependant, je tiens absolument à conclure ces propos en remerciant chaleureusement toutes celles et tous ceux qui se sont engagés dans la campagne des Législatives sur cette 8^e circonscription.

Mais aussi aux côtés de Florence Martin-Péréon et de Théo Fortin sur la 7^e.

Un grand merci à toutes et à tous.

Et je tiens aussi à saluer la présence ce soir des maires d'Harfleur, Christine Morel, de Gainneville, Martial Galopin, de Gonfreville l'Orcher, Alban Bruneau, Christophe Argentin, Maire Délégué de Rouelles n'a pu se libérer mais il est de tout cœur avec nous.

Ainsi que la présence de Sophie Hervé, Conseillère départementale, et celle des représentants locaux des forces du nouveau Front Populaire :

Les Ecologistes, la France Insoumise, le Parti Communiste Français, le Parti Socialiste, le NPA.

**

Mesdames, Messieurs,

Chers amis,

Chers camarades,

L'heure n'est pas à la résignation, l'heure est plus que jamais à la mobilisation, aux rassemblements comme celui-ci, comme celui de samedi sur le parvis de l'Université à 14h, ou à Gonfreville l'Orcher à 11h samedi, sur la Fête de la Ville.

La Fête de l'Humanité du 13 au 15 sera aussi une grande et belle occasion pour faire corps et faire front populaire.

La colère est là légitimement.

Elle alimente la lutte, mêlée à l'espoir et à nos convictions que c'est par le programme et un gouvernement de Front Populaire dirigée par Lucie Castets que les solutions sont là, à portée de main, pour rétablir notre République sociale sur ses deux pieds.

Celui de la justice et de l'égalité, et celui du vivre ensemble dans un climat pacifié.

On ne lâche rien, si ce n'est pas pour demain, assurément ça le sera après-demain !